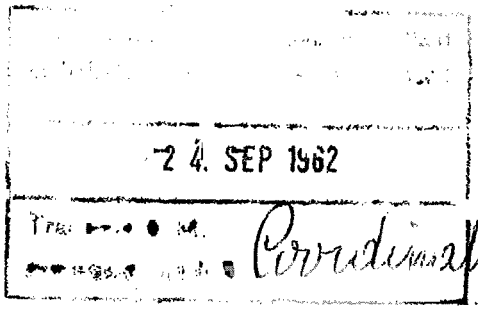
MTL.



L.8092/1/V.

Provisoire (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 27 août 1962, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "réglant la procédure qui doit être suivie pour la constatation et l'évaluation des dommages et le paiement des indemnités résultant de l'établissement des liaisons téléphoniques et télégraphiques souterraines ou aériennes pour les besoins de l'organisation défensive du pays", a donné le 12 septembre 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 27e augustus 1962 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de rechtspleging welke dient gevolgd bij het vaststellen en schatten der schade en het betalen der vergoedingen voortvloeiend uit het aanleggen van onder- of bovengrondse telefoon- en telegraafverbindingen voor 's lands defensieve organisatie", heeft de 12e september 1962 het volgend advies gegeven :

Selon les explications données par le fonctionnaire délégué, les dommages dont le projet assure la réparation sont tous les dommages prévus par l'article 10 de la loi du 3 janvier 1934, c'est-à-dire les dommages causés par l'établissement, le maintien, l'entretien, le déplacement et la suppression des liaisons téléphoniques et télégraphiques, souterraines et aériennes, nécessitées par les besoins de l'organisation défensive du pays.

Si telle est bien l'intention du Gouvernement, il y aurait lieu de modifier l'intitulé du projet, ainsi que les articles 2 et 3.

+

Au préambule du projet, il est superflu de citer, dans le premier alinéa, l'article 3 de la loi du 10 mars 1934, l'article 10 constituant, seul, le fondement légal du projet.

+

La loi du 3 janvier 1934 ne distingue pas les réparations qui seraient dues pour les dommages causés aux propriétés appartenant à des particuliers et aux propriétés appartenant à des personnes publiques, sauf en ce qui concerne les travaux effectués sur la voie publique.

.../...

Si l'intention du Gouvernement, telle qu'elle a été précisée par le fonctionnaire délégué, est bien de rendre l'arrêté en projet applicable dans les deux cas, il importerait de modifier l'alinéa 1er de l'article 3.

+

A l'article 3, alinéa 3, la fin de la phrase "nonobstant toute opposition qui serait signifiée à l'autorité militaire" est superflue et doit être omise. En effet, cette finale ne fait que répéter l'idée exprimée par le début de l'alinéa. Elle est, au surplus, imprécise quant à la forme et à la destination de l'opposition et semble reconnaître implicitement l'efficacité d'une opposition faite auprès d'une autorité autre que l'autorité militaire.

+

Les articles 3 et 5 du projet prévoient l'intervention des comités d'acquisition d'immeubles pour compte de l'Etat, des organismes d'Etat et des organismes dans lesquels l'Etat a un intérêt prépondérant.

Ces comités sont organisés par l'arrêté royal du 3 novembre 1960. Ils ont pour mission de procéder aux acquisitions d'immeubles et aux expropriations, qu'ils agissent pour compte de l'Etat ou pour compte d'organismes publics jouissant de la personnalité civile.

.../...

En chargeant les comités d'acquisition de régler amiablement le montant des indemnités dues en réparation de certains dégâts causés par l'Etat, le projet étend les tâches qui avaient été confiées à ces organismes par l'arrêté royal du 3 novembre 1960.

+

Le texte proposé ci-dessous tient compte de ces observations et reproduit, en outre, certaines modifications de forme qui ne demandent aucun commentaire.

ARRETE ROYAL REGLANT LA PROCEDURE A SUIVRE POUR LA CONSTATATION ET L'EVALUATION DES DOMMAGES RESULTANT DES INSTALLATIONS DE LIAISONS TELEPHONIQUES ET TELEGRAPHIQUES SOUTERRAINES OU AERIENNES POUR LES BESOINS DE L'ORGANISATION DEFENSIVE DU PAYS, ET POUR LE PAIEMENT DES INDEMNITES DE REPARATION.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 3 janvier 1934 relative à l'établissement des liaisons téléphoniques et télégraphiques souterraines ou aériennes pour les besoins de l'organisation défensive du pays, notamment l'article 10;

.../...

Vu l'arrêté royal du 3 novembre 1960 relatif aux comités d'acquisition d'immeubles pour compte de l'Etat, des organismes d'Etat et des organismes dans lesquels l'Etat a un intérêt prépondérant;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale et de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

La constatation et l'évaluation des dommages résultant de l'établissement, du maintien, de l'entretien, du déplacement et de la suppression des lignes téléphoniques et télégraphiques souterraines ou aériennes nécessitées par les besoins de l'organisation défensive du pays, et le paiement des indemnités de réparation, ont lieu de la manière suivante.

Article 2.-

Lorsqu'il s'agit des lignes et de leurs supports sur les toitures des bâtiments , ainsi que sur les façades et pignons, les propriétaires et occupants des immeubles sont informés de l'achèvement des travaux par lettre recommandée à la poste, à la diligence des directeurs régionaux des constructions. Les demandes relatives aux indemnités du chef des dommages matériels et directs causés par les travaux doivent,à peine de forclusion, être adressées, dans un délai d'un mois, au directeur régional des constructions.

.../...

Article 3.-

Lorsqu'il s'agit des lignes souterraines qui ne sont pas établies sur la voie publique, les limites des terrains à occuper par les tranchées et les dépôts de terre sont, avant toute opération, indiquées d'une manière visible sur le terrain.

A la diligence des directeurs régionaux des constructions, un état des lieux est dressé avant le commencement des travaux. Les propriétaires et occupants des terrains, ainsi que l'entrepreneur des travaux, sont invités par lettre recommandée à la poste, huit jours à l'avance, à assister à l'établissement de l'état des lieux dont le procès-verbal est dressé par un fonctionnaire du comité d'acquisition d'immeubles. Ils sont avertis que l'état des lieux sera établi en leur présence ou en leur absence. De même que l'Etat, ils ont droit de faire mentionner au procès-verbal toutes constatations relatives à l'état des lieux.

L'occupation du terrain peut suivre immédiatement l'établissement de l'état des lieux.

Dans les quinze jours qui suivent l'achèvement des travaux, les propriétaires et occupants sont invités par lettre recommandée à la poste, huit jours à l'avance, par les directeurs régionaux des constructions, à assister à l'établissement d'un nouvel état des lieux qui sera dressé de la même manière que le premier . Toutes les demandes d'indemnité du chef de dégâts aux propriétés résultant de l'établissement de lignes souterraines, doivent, à peine de forclusion, être adressées au directeur régional des constructions dans le mois du second état des lieux.

.../...

Les procès-verbaux sont dressés en autant d'exemplaires qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct. Les intéressés qui auront fait défaut recevront un exemplaire du procès-verbal par pli recommandé à la poste.

Article 4.-

Une indemnité est due aux propriétaires et occupants pour les dommages matériels et directs causés aux propriétés par l'établissement, le maintien, l'entretien, le déplacement et la suppression des lignes souterraines. Cette indemnité est à charge de l'Etat pour les dégâts causés dans les limites primitivement tracées sur le terrain. L'entrepreneur des travaux reste personnellement responsable vis-à-vis des intéressés des dégâts causés en dehors de ces limites.

Article 5.-

Le directeur régional des constructions transmet immédiatement les réclamations intéressant l'Etat belge au président du comité d'acquisition d'immeubles du ressort. Les comités d'acquisition d'immeubles règlent amiablement le montant des indemnités. A défaut d'accord amiable, les intéressés peuvent soumettre le litige aux tribunaux.

Article 6.-

L'arrêté royal du 1er mars 1934 qui règle la procédure à suivre pour la constatation et l'évaluation des dommages et pour le paiement des indemnités

.../...

consécutives à l'établissement des liaisons téléphoniques et télégraphiques souterraines ou aériennes pour les besoins de l'organisation défensive du pays, est abrogé.

Article 7.-

Notre Ministre de la Défense nationale et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Finances,

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, voorziet het ontwerp in het herstel van alle schade bedoeld in artikel 10 van de wet van 3 januari 1934, met name de schade veroorzaakt door het aanleggen, in stand houden, onderhouden, verplaatsen en afschaffen van de onder- en bovengrondse telefoon- en telegraafverbindingen die nodig zijn voor 's Lands defensieve organisatie.

Bedoelt de Regering het werkelijk zó, dan dienen het opschrift en de artikelen 2 en 3 van het ontwerp te worden gewijzigd.

+

Het is overbodig in het eerste lid van de aanhef te verwijzen naar artikel 3 van de wet van 10 maart 1934; alleen aan artikel 10 ontleent het ontwerp zijn rechtsgrond.

+

De wet van 3 januari 1934 maakt geen onderscheid tussen de vergoedingen die mochten verschuldigd zijn voor schade aan eigendommen van particulieren en voor schade aan eigendommen van openbare personen, behalve wat de op de openbare weg uitgevoerde werken betreft.

Bedoelt de Regering, zoals de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, het ontwerp-besluit inderdaad in beide gevallen toe te passen, dan dient het eerste lid van artikel 3 te worden gewijzigd.

+

.../...

In het derde lid van artikel 3 moet het slot van de volzin "niettegenstaande alle verzet dat aan de militaire overheid mocht worden betekend" als overbodig vervallen. Het is immers alleen een herhaling van wat in het begin van de alinea staat. Het is bovendien vaag wat de vorm en bestemming van het verzet betreft, en schijnt stilzwijgend de doeltreffendheid te erkennen van het verzet dat aan een andere dan de militaire overheid mocht worden betekend.

+

De artikelen 3 en 5 van het ontwerp voorzien in het optreden van de comités tot aankoop van onroerende goederen voor rekening van de Staat, van de Staatsinstellingen en van de instellingen waarin de Staat een overwegend belang heeft. Bedoelde comités zijn ingericht door het koninklijk besluit van 3 november 1960. Zij hebben tot taak onroerende goederen aan te kopen en onteigeningen te verrichten, zowel voor rekening van de Staat als voor rekening van openbare instellingen met rechtspersoonlijkheid.

Door de aankoopcomités te belasten met de minnelijke regeling van het bedrag der vergoedingen voor het herstel van door de Staat veroorzaakte schade, verleent het ontwerp hun een ruimere opdracht dan het koninklijk besluit van 3 november 1960.

+

De hierna voorgestelde tekst houdt rekening met deze opmerkingen en bevat bovendien een aantal vormwijzigingen, die evenwel geen commentaar behoeven.

.../...

KONINKLIJK BESLUIT TOT REGELING VAN DE PROCEDURE VOOR DE VASTSTELLING EN DE RAMING VAN DE SCHADE VEROORZAAKT DOOR DE INSTALLATIES VAN ONDER- OF BOVENGRONDSE TELEFOON- EN TELEGRAAFVERBINDINGEN TEN BEHOEVE VAN 'S LANDS DEFENSIEVE ORGANISATIE, EN VOOR DE BETALING VAN DE HERSTELVERGOEDINGEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 januari 1934 betreffende het aanleggen van onder- of bovengrondse telefoon- en telegraafverbindingen voor 's Lands defensieve organisatie, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 november 1960 betreffende de comités tot aankoop van onroerende goederen voor rekening van de Staat, van de Staatsinstellingen en van de instellingen waarin de Staat een overwegend belang heeft;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging en van Onze Minister van Financiën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

De schade veroorzaakt door het aanleggen, in stand houden, onderhouden, verplaatsen en wegnemen van de onder- en bovengrondse telefoon- en telegraafverbindingen vereist voor 's Lands defensieve organisatie, wordt vastgesteld en geraamd en de herstelvergoedingen worden betaald als volgt.

.../...

Artikel 2.-

Wanneer het gaat om lijnen en om dezer steunen op daken en op voor- en zijgevels van gebouwen wordt door toedoen van de regionale directeurs der bouwwerken aan de eigenaars en bewoners der gebouwen bij ter post aangetekende brief, kennis gegeven van de voltooiing van het werk. De aanvragen betreffende de vergoedingen wegens door de werken veroorzaakte stoffelijke en rechtstreekse schade moeten, op straffe van verval, binnen een maand aan de regionale directeur der bouwwerken worden gezonden.

Artikel 3.-

Wanneer het gaat om ondergrondse lijnen die niet op de openbare weg worden aangelegd, worden de grenzen der voor de uitgravingen en aardhopen nodige terreinen op zichtbare wijze op het terrein afgebakend alvorens aan iets de hand wordt gelegd.

Door toedoen van de regionale directeurs der bouwwerken wordt vóór de aanvang van het werk een plaatsbeschrijving opgemaakt. De eigenaars en gebruikers van de terreinen, alsook de aannemer van het werk, worden acht dagen vooraf bij ter post aangetekende brief verzocht, aanwezig te zijn bij het opmaken van de plaatsbeschrijving waarvan een ambtenaar van het comité tot aankoop van onroerende goederen het proces-verbaal opmaakt. Zij worden gewaarschuwd, dat de plaatsbeschrijving zal worden opgemaakt, of zij aanwezig zijn of niet. Evenals de Staat hebben zij het recht alle vaststellingen in verband met de plaatsbeschrijving in het proces-verbaal te doen opnemen.

.../...

Zodra de plaatsbeschrijving is opgemaakt, mag het terrein worden bezet.

Binnen vijftien dagen na voltooiing van het werk worden de eigenaars en gebruikers acht dagen vooraf, bij ter post aangetekende brief, door de regionale directeurs der bouwwerken verzocht, aanwezig te zijn bij het opmaken van een nieuwe plaatsbeschrijving die op dezelfde wijze als de eerste wordt opgemaakt. Alle aanvragen om vergoeding wegens schade aan de eigendommen veroorzaakt door het aanleggen van ondergrondse lijnen moeten, op straffe van verval, binnen een maand na de tweede plaatsbeschrijving aan de regionale directeur der bouwwerken worden gezonden.

De processen-verbaal worden opgemaakt in zoveel exemplaren als er partijen zijn met onderscheiden belangen. Aan belanghebbenden die niet aanwezig waren, wordt, bij ter post aangetekende brief, een exemplaar van het proces-verbaal gezonden.

Artikel 4.-

Aan de eigenaars en gebruikers is een vergoeding verschuldigd voor de stoffelijke en rechtstreekse schade aan de eigendommen veroorzaakt door het aanleggen, in stand houden, onderhouden, verplaatsen en wegnemen van ondergrondse lijnen. Die vergoeding komt ten laste van de Staat voor de schade veroorzaakt binnen de

.../...

aanvankelijk op het terrein afgebakende grenzen. De aannemer van de werken blijft tegenover de belanghebbenden persoonlijk aansprakelijk voor de buiten die grenzen veroorzaakte schade.

Artikel 5.-

De regionale directeur der bouwwerken zendt de vorderingen die de Belgische Staat aangaan, onmiddellijk aan de voorzitter van het comité tot aankoop van onroerende goederen van het ambtsgebied. De comités tot aankoop van onroerende goederen regelen in der minne het bedrag van die vergoedingen. Zo geen minnelijke regeling kan worden getroffen, kunnen de belanghebbenden het geschil aan de rechtbanken voorleggen.

Artikel 6.-

Het koninklijk besluit van 1 maart 1934 ter regeling van de rechtspleging welke dient toegepast bij het vaststellen en schatten der schade en het betalen der vergoedingen welke voortvloeien uit het aanleggen van onder- of bovengrondse telefoon- en telegraafverbindingen voor 's Lands defensieve organisatie, wordt opgeheven.

Artikel 7.-

Onze Minister van Landsverdediging en Onze Minister van Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,
De Minister van Financiën,

La chambre était composée de

Messieurs : J.SUETENS, premier président,

P.DE BOCK, conseillers d'Etat,
K.MEES,

P.DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J.ROLAND,

G.DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.J.COOLEN, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G.DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste-voorzitter,

raadsheren van State,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.COOLEN, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.